



Comité Technique local du 22 juin 2022 Déclaration liminaire

Nous avons été destinataires de courriels du DG le 18 mai nous invitant à participer à une pseudo-démarche participative concernant l'avenir de la DGFIP, qualifiée de grand « remue-ménages ». Le personnel est invité à s'exprimer « librement » sur l'avenir des métiers, les conditions d'exercice des missions et les relations avec les partenaires. Quelle blague ! Les agents n'ont jamais été écoutés, auparavant ! En effet, depuis des années, Solidaires Finances Publiques, n'a de cesse de dénoncer, de combattre les réformes engagées telles que le NRP, la démétropolisation, les Lignes Directrices de Gestion. Depuis le début, nous avons mis en avant la logique de casse des missions, de perte de technicité, de pertes de repère, de dégradation des conditions de travail pour les personnels.

La DG n'est donc pas sans connaître les causes profondes des problèmes et les solutions possibles, comme elle ne peut pas ignorer l'observatoire interne qui met également en lumière l'état des lieux des missions, des structures, des emplois, des conditions de travail, les difficultés du réseau et le mal-être des agentes et des agents. Après la suppression de plus de 24 000 emplois en dix ans, nous constatons un désastre après les mouvements de mutations nationales avec 6 287,4 emplois non pourvus.

Les discours de satisfaction et de communication de notre DG sur « l'effort de recrutement sans précédent » sont ainsi indécents et un signe de mépris ! Et aujourd'hui, elle voudrait nous faire croire que cela changerait avec un simulacre de démarche participative ? Personne ne peut être dupe !

Monsieur le Président, vous serez responsable au niveau local de cette consultation biaisée.

Comme la démarche stratégique de 2009 et la conférence sur le climat organisée par le gouvernement, elle ne servira que de soupe à la communication ! Car les attentes des agents sur l'avenir de la DGFIP, nous Solidaires Finances Publiques représentants élus du personnel, nous les connaissons ! Solidaires Finances Publiques continuera à se mobiliser pour le maintien et le renforcement de l'ensemble de nos missions, qui sont indispensables au bon fonctionnement de l'État et garantes de la cohésion sociale. Solidaires Finances Publiques exigera les moyens pour assurer le fonctionnement de l'intégralité des missions et combattra toutes privatisations, externalisations nuisibles à l'intérêt général.

Aussi, Solidaires Finances Publiques exige la réintégration de l'ensemble des missions confiées à des tiers avec les moyens humains et matériels y afférant. Plus que jamais, nous revendiquons un service public de proximité, renforcé, de plein exercice, qui accueille l'ensemble des usagers et usagères selon les besoins. Car le service public doit s'adapter avant tout aux besoins de la population.

Nous réaffirmons notre exigence d'un service public de qualité avec des personnels techniciens seuls garants d'un accueil de proximité, pour toutes et tous. Face aux bouleversements induits par la loi de transformation de la Fonction Publique de 2019,

Solidaires Finances Publiques continue de revendiquer le recrutement par concours. Enfin un point essentiel, relevé dans l'observatoire interne, Solidaires Finances Publiques demande une augmentation immédiate de 85 points d'indice !

Ce sera notre participation à votre remue-méninges, sauf contre ordre compte tenu des résultats des législatives.

Concernant l'ordre du jour de ce CTL, deux remarques suite à l'envoi du PV du CTL du 13 janvier 2022 ;

- Nous dénonçons les tentatives d'intimidation à l'encontre des agents et des agentes qui ont participé à l'envahissement de ce CT, intimidation consistant à les convoquer pour vérifier quel type d'absence ils et elles avaient posé.
- Nous vous rappelons votre parole non tenue, et pourtant reprise dans un article du journal sud ouest, quant à l'envoi d'une lettre le soir même de ce CTL au sujet de la définition du périmètre des réorganisations, lettre qui a été finalement datée du 18 janvier et envoyée début février. Pour couronner le tout, cette lettre ne définissait même pas un périmètre, c'est-à-dire une surface, mais simplement un nombre d'agents.

Concernant le NRP Morcenx, nous constatons une étrangeté quant aux affectations : SIE, 3 ALD sur 11 postes, SIP, 1 ALD sur 5 postes, soit 25% d'ALD dont certains nommés d'office sur cette résidence alors que tout a été soi-disant pensé dans l'intérêt des agents, et que la direction avait promis que tous les agents auraient satisfaction sur leurs vœux, qu'ils soient originaires de Dax ou de Morcenx.

D'un point de vue plus global, nous réitérons notre demande d'examen de notre dossier revendicatif concernant la création d'un Centre des Finances Publiques de pleine compétence sur Parentis qui faciliterait la vie quotidienne d'un nombre conséquent d'agents et aussi de contribuables.

Et encore plus globalement sur le développement du service public de proximité, où en sont vos grands discours sur la multiplication des fameux points bleus, au cas particulier les accueils dits de proximité à Amou, Montfort en Chalosse et Mugron promis à grands coups de communiqués de presse et de tournées des com com au printemps 2019 ?

Concernant la recréation du SDIF, et plus spécifiquement la parabole de Dax, aucuns travaux ne semblent prévus pour ce 1^{er} septembre ce qui va conduire 7 agents à s'entasser dans une salle commune.

Et les ergonomes dans tout ça ? Peut-être allez-vous nous communiquer ce jour un plan immobilier digne de ce nom pour les agents ? Pour le chef, on a déjà les infos.

Pour le siège de Mont de Marsan, nous n'avons pas trouvé de plans dans les documents préparatoires et nous le regrettons fortement car les conséquences pour l'actuel SIP et la Pairie ne sont pas neutres.

Et par-dessus le marché, nous n'avons aucune information dans vos documents sur l'organisation du travail dans le futur sdif.

Nous rappelons que les agents des services concernés par ces déménagements ne sont pas des déménageurs et qu'ils et elles n'ont pas à transporter de matériel à cette occasion. D'ailleurs, avez-vous envisagé de fermer l'accueil du public le jour du déménagement ou alors

de le faire un samedi ?

Concernant la formation professionnelle, nous n'avons pas relevé de problèmes particuliers dans notre direction, hormis le format distanciel qui n'est toujours pas satisfaisant sauf situation particulière. Cela dit nous dénonçons quand même le fait que l'administration profite de la e-formation pour ajouter des stages à son catalogue, stages fortement teintés de propagande gouvernementale.

Concernant l'exécution budgétaire, tout est fait pour faire briller le SGC de St Sever et tant mieux au moins pour le bien-être des agents concernés. Mais aurons-nous la même force budgétaire pour les prochaines réorganisations ? Quand on voit le sdif de Dax, on peut en douter

De plus, où en sont les travaux à Parentis ?

Concernant la campagne IR, tout va bien, non ? Surtout si on ne compare pas les stats 2022 avec celles de 2019 ! Il serait judicieux de refaire un bilan à la rentrée, c'est-à-dire après la sortie des rôles et l'ouverture de la correction en ligne.

Concernant le Plan de Continuité d'Activité, on peut se poser la question de sa présence à l'ordre du jour alors que la pandémie est derrière nous. Mais peut-être avez-vous des informations à nous donner sur un variant dénommé destructeur d'emploi qui nécessitera un nouveau plan d'urgence pour gérer la pénurie d'agents ?

Concernant PAC Num, n'aurait-il pas fallu l'appeler PAC Nul ? Y aura-t-il une publication sur Ulysse 40 des résultats de cette interrogation écrite anonyme mais transmise à un service de la direction.

Ensuite, les syndicats sont priés de quitter leurs locaux, dans un premier temps sur Dax. Pour aller où ?

Sur Dax, M Bonnavenc s'est chargé d'informer les organisations syndicales qu'elles devaient vider le local actuel. Merci pour cette belle communication, en espérant que le futur local sera bien plus fonctionnel, équipé et validé par des ergonomes qualifiés.

Concernant le mouvement local 2022, après deux ans sans CAPL, nous réclamons toujours les fiches de vœux, deux ans de refus. Et sans véritable réunion qui examine l'ensemble des affectations, comment pouvons-nous jouer pleinement notre rôle de représentants des personnels ?

La veille de la publication des résultats, la direction a semblé s'inquiéter du sort de plusieurs agents de Dax restés sur le carreau malgré vos promesses. Si une communication plus claire et moins présomptueuse avait été effectuée, nous n'en serions pas là.

Bilan : au moins 4 agents déplacés d'office à plus de 50 Kms de leur résidence administrative actuelle.

Au prix des carburants, la généreuse prime suffira-t-elle à compenser ce désagrément ?

En conclusion, les congés d'été seront bien mérités mais l'angoisse de la rentrée sera malheureusement bien présente pour nombre d'agents et d'agentes de la DDFIP 40.